



ASSOCIATION POUR LA TAXATION DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES POUR L'AIDE AUX CITOYENS

# RAPPORT D'ACTIVITÉS

**2003-2005**

**ATTAC-QUÉBEC**

**Congrès du 15 octobre 2005**

## TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	p.3
1. La campagne AGCS/OMC.....	p.5
1. Le conseil scientifique.....	p.9
3. Le site web d'ATTAC.....	p.10
4. Les journées d'étude.....	p.11
5. Le comité de formation.....	p.12
6. Les activités du président.....	p.13
7. Les brigades d'information citoyennes (BIC).....	p.14
8. Les ateliers d'ATTAC-Québec au forum social mondial.....	p.15
Annexe 1.....	p.16
Annexe 2.....	p.18

## INTRODUCTION

### **Un bilan plus que satisfaisant**

Les deux dernières années ont sans aucun doute été les plus actives de la courte histoire d'ATTAC-Québec. Nos réalisations ont été nombreuses et il nous a fait plaisir de les souligner dans ce rapport d'activités.

Nous avons mené une grande campagne : nous nous sommes opposés à l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et avons su faire part des craintes soulevées par cet accord à nos élus — plus particulièrement à nos élus municipaux —, à des travailleurs syndiqués, à des citoyens inquiets des vagues de privatisations qu'on nous impose. Nous avons ainsi joint une importante campagne internationale au sein de laquelle ATTAC est l'un des acteurs dans plusieurs pays, nous avons créé des liens avec nos alliés du Canada dans une lutte que nous souhaitons poursuivre pendant les prochaines années. Malgré les points que nous avons marqués, malgré la volonté des populations de protéger le bien commun et le bien public, les gouvernements, sous la pression des entreprises multinationales, s'obstinent toujours à vouloir privatiser et déréglementer.

Nous avons mis sur pied un Conseil scientifique, qui donne une plus grande crédibilité à nos interventions. Nous avons contribué à mettre au point un excellent outil d'éducation populaire : les brigades d'information citoyennes (BIC). Nous avons aussi organisé deux journées d'étude avec des conférences de haut niveau et des ateliers stimulants ; nous avons donné plus de formations que jamais dans les milieux les plus divers ; notre président Robert Jasmin a été un conférencier particulièrement sollicité, toujours très apprécié. À l'initiative de Raymond Favreau, nous avons donné des ateliers dans les deux derniers Forums sociaux mondiaux (à Mumbai et Porto Alegre). Nous sommes devenus membre du Réseau québécois pour l'intégration continentale (RQIC). Richard Charbonneau a perfectionné notre site web de manière à ce qu'il soit plus convivial et plus facile à mettre à jour, accroissant notre visibilité. Notre organisation a été administrée avec efficacité et compétence par notre trésorière dévouée Luce Prévost.

Bref, il s'agit de lire dans les pages suivantes le nombre élevé de nos réalisations pour constater qu'ATTAC-Québec a fait preuve d'un dynamisme indéniable et a réussi à faire entendre sa voix parmi les organisations opposées au néolibéralisme.

### **La croisée des chemins**

ATTAC-Québec se trouve désormais à la croisée des chemins. L'organisation a réussi à agir efficacement en dépit de moyens très limités. Nous n'avons aucun employé permanent,

aucune subvention qui nous permettrait de nous développer davantage. Notre financement est assuré uniquement par les contributions de nos membres. Ce mode de financement a de précieux avantages : il assure à ATTAC-Québec une parfaite indépendance, il ne nous relie à aucun groupe d'intérêt. Mais il a aussi ses limites : il n'est pas permis d'envisager dans les prochaines années une augmentation du membership telle qu'elle nous permettrait d'engager unE employéE.

Au cours des deux dernières années, ATTAC a bien fonctionné grâce à l'implication exceptionnelle de ses militantEs. Un Conseil d'administration actif et impliqué a permis l'organisation de nombreuses activités et une solide prise en charge de nombreux dossiers. La participation enthousiaste et la capacité d'organisation de certainEs membres (dont Catherine Caron, coordinatrice de la campagne contre l'AGCS qui a pris une ampleur qui a dépassé de beaucoup les objectifs fixés au départ). Un appui réel et constant des membres d'ATTAC lors de nos activités (journées d'étude, soirées à la Petite Gaule, assemblées dans les mairies, kiosques, etc.) nous a fortement encouragés à poursuivre notre travail. Ce mode de fonctionnement comporte cependant certains risques : il lie l'organisation à l'implication bénévole de ses membres, au temps qu'ils veulent (ou peuvent) accorder. Le départ, parfois sans délais, de certains membres clés, peut entraîner des difficultés majeures. Il n'est pas aisé d'envisager à long terme une activité constante et d'égale qualité avec ce type de fonctionnement. Il serait donc important que le prochain Conseil d'administration poursuive son travail d'exploration des différentes possibilités de financement — sans que ces nouvelles sources de financement ne viennent menacer l'indépendance de notre organisation, qui doit passer avant tout.

## Les groupes locaux

Les deux principaux groupes locaux d'ATTAC-Québec, celui de Montréal et celui de la capitale nationale, ont bien fonctionné. Le groupe de Québec s'est impliqué à fond dans le lancement des BIC et dans le maintien d'une émission de radio hebdomadaire. Il a su maintenir une organisation active et efficace. Le groupe d'ATTAC-Montréal a connu quelques difficultés en raison du passage de plusieurs de ses membres les plus actifs au Conseil d'administration. ATTAC-Montréal a toutefois connu un succès considérable avec ses soirées à la Petite Gaule, organisées tous les troisièmes mercredi du mois. Ces soirées conviviales, ouvertes à tous, étaient très diversifiées : on y présentait des débats, conférences, projection de films, soirées artistiques, humoristiques, etc. Parmi les soirées les plus réussies : deux rencontres sur le FSM, un émouvant récital de chants de la résistance chiliens par Alejandro Venegas (du groupe Intakto), un débat sur l'implication politique et citoyenne (avec Francine Lalonde, Amir Khadir, Lorraine Guay et Jean-Yves Joannette) et un procès très drôle du gouvernement Charest (avec deux des Zapartistes). La tenue de kiosques (Journées d'Alternatives, congrès de la CSQ, universités, etc.) et la participation à différentes manifestations ont été du nombre de ses autres activités.

La répartition des groupes locaux reste malgré tout une des grandes originalités d'ATTAC-Québec. Lors de rencontres des groupes ATTAC du monde, nous avons pu constater que des organisations équivalentes à la nôtre (par exemple ATTAC-Suède ou ATTAC-Pays-Bas) profitaient de nombreux groupes locaux (plus d'une dizaine dans ces deux cas). ATTAC-Québec a fonctionné jusqu'à présent avec deux grands groupes locaux (à Montréal et à Québec), avec des

répondants dans d'autres villes du Québec. Récemment, deux autres groupes locaux se sont ajoutés : à Saint-Jean-sur-le-Richelieu et à Gatineau.

ATTAC-Québec pourrait continuer à fonctionner avec cette particularité. Mais il semble clair que l'existence de groupes locaux plus nombreux donnerait une base plus solide à notre organisation, accentuerait son dynamisme et permettrait un relais important dans le cas de mobilisation nationale.

## Quelques défis à venir

Il est évident qu'une organisation comme la nôtre ne peut tout faire et doit concentrer son attention sur des cibles bien déterminées. Ainsi, la campagne contre l'AGCS a nécessité beaucoup de travail chez certains militantEs. Comparativement à cette mobilisation, les autres initiatives qui ont été prises sur d'autres fronts ont connu moins de succès. Elles auraient nécessité davantage d'énergies et de réception internes comme externes à ATTAC.

Peut-être n'avons-nous pas suffisamment fait connaître nos idées lors de la dernière campagne électorale fédérale. Avec un premier ministre, Paul Martin, largement compromis dans les paradis fiscaux, il aurait été intéressant de s'affirmer davantage, de profiter de l'occasion pour expliquer les effets de l'évasion et de l'évitement fiscaux sur les finances du Canada comme nous l'avons fait dans deux documents s'adressant aux partis politiques fédéraux et présentant nos revendications. Nous avons d'ailleurs rencontré le Bloc québécois lors de ses consultations préélectorales pour lui présenter ces documents. Nous avons également organisé une petite manifestation à l'investiture de Paul Martin, fait publier une lettre dans le Devoir sur l'implication de notre premier ministre dans les paradis fiscaux et organisé une rencontre avec Alain Deneault, auteur de *Paul Martin et compagnie*, à la librairie Gallimard ainsi qu'une rencontre avec Brigitte Alepin, auteur du livre *Ces riches qui ne paient pas d'impôts*.. Enfin, plusieurs conférences ont été données, notamment par Normand Mousseau sur les paradis fiscaux.

Il faut espérer que la publication d'une plaquette intitulée *Où est passé l'argent ?* contribuera à faire d'ATTAC un interlocuteur important sur le sujet de la justice fiscale et des paradis fiscaux. La dernière journée d'étude a été un bon pas dans cette direction. Et il faut aussi ajouter que le Conseil d'administration s'était bien préparé à la campagne électorale qui aurait pu avoir lieu le printemps dernier : avec l'aide des membres du Conseil scientifique, cinq questions à adresser aux candidats des différents partis ont été formulées, suivies de nos propres réponses. Notre intention était de diffuser ces questions et ces réponses le plus largement possible.

Au cours des deux dernières années, nous n'avons pu assurer une publication régulière de notre bulletin et nous nous en excusons. Nous avons dû faire face à quelques difficultés imprévues. Maintenant, ces problèmes sont résolus. Monique Jeanmart a pris en charge le bulletin et a déjà lancé deux numéros d'excellente qualité. Nous souhaitons poursuivre dans cette voie pour rejoindre notamment ceux qui ne peuvent pas consulter notre site.

ATTAC-Québec a aussi développé un important réseau d'alliance et a su travailler avec d'autres associations qui poursuivent des objectifs similaires. La campagne contre l'AGCS ainsi que le lancement des BIC a permis des rapprochements avec plusieurs syndicats et centrales

syndicales (CSN, FTQ, CSQ, FNEEQ, FIIQ, SPGQ). Nous avons aussi eu l'occasion de collaborer et d'entretenir des contacts avec, entre autres, la SODECM, Alternatives, les Amis du Monde diplomatique, le MEPACQ, Eau secours et la revue *À bâbord*. Depuis mai 2005, ATTAC-Québec fait désormais partie du RQIC (Réseau québécois pour l'intégration continentale.)

## **Un combat toujours aussi vital**

Il est donc permis d'envisager de bonnes années pour ATTAC-Québec. D'autant plus que les luttes contre la mondialisation néolibérale semblent de plus en plus fermes : les résultats de cette mondialisation sont désastreux, les problèmes de plus en plus évidents et pourtant, nos gouvernements ne changent pas leur agenda, cherchent par tous les moyens à libéraliser davantage, ne remettent pas en question une fiscalité à l'avantage des plus riches et l'usage inquiétant et très répandu des paradis fiscaux.

ATTAC-Québec doit donc joindre sa voix à celle de toutes les autres associations qui luttent pour établir un monde avec plus de justice, pour faire comprendre à nos gouvernements et aux citoyens que la libéralisation à tout cran ainsi que l'incurie généralisée des puissants peut nuire dangereusement, voire mener l'humanité à sa perte.

ATTAC-Québec a donc vécu deux années marquantes. Il faut souhaiter que les deux prochaines années seront tout aussi déterminantes, que notre organisation aura un appui tout aussi ferme de ses membres et que notre travail pourra se poursuivre encore plus favorablement.

*Le Conseil d'administration d'ATTAC-Québec  
Montréal,  
Septembre 2005*

## 1. CAMPAGNE AGCS/OMC

L'idée d'une campagne contre l'AGCS a été mise de l'avant au **3<sup>e</sup> congrès d'ATTAC-Québec** (octobre 2003), dans le but de rejoindre plus concrètement un effort de mobilisation international qui trouve un ancrage dans le reste du Canada où les villes ont été les premières à se mobiliser. En deux ans, cette campagne a largement dépassé ses objectifs initiaux et s'est hissée parmi les activités spécifiques majeures d'ATTAC-Québec.

L'AGCS est l'un des accords fondateurs en vigueur de l'OMC. Il vise la libéralisation et la privatisation de tous les services. Il porte atteinte au pouvoir de réglementer et de légiférer des éluEs dans l'intérêt public et donc à la démocratie elle-même. Le cycle de négociations en cours, appelé AGCS 2000, vise à en étendre la portée et pourrait se conclure d'ici la fin 2005 lors de la rencontre de l'OMC à Hong Kong. Il existe un mouvement d'opposition mondial à l'AGCS qui demande entre autres la pleine implication des éluEs et un véritable contrôle démocratique sur les négociations, le retrait et la protection des services publics essentiels (eau, santé, éducation, etc.) et un moratoire sur les négociations afin qu'une évaluation indépendante des libéralisations et privatisations déjà en cours ait lieu. Cette demande, faite par de nombreux pays en voie de développement et représentantEs de la société civile, est ignorée par l'OMC qui a pourtant le mandat de procéder à cette évaluation en vertu de l'article XIX de l'AGCS.

Les groupes ATTAC de France, d'Autriche, d'Espagne, d'Italie, de Suisse et du Québec sont les plus actifs sur cette question, tous oeuvrant à l'intérieur du mouvement international d'opposition à cet accord.

Voici quelles ont été les principales étapes de cette campagne :

- **Informé sur le contenu et les conséquences de l'AGCS**

La campagne d'information sur l'AGCS s'est organisée selon les trois axes suivants :

1. Création d'une formation sur l'AGCS : Le groupe d'ATTAC-Montréal a d'abord entrepris de produire et disposer de documents de base sur l'AGCS. Il a mis sur pied une formation OMC/AGCS pour former les membres et sympathisants d'ATTAC, puis sensibiliser d'autres citoyens et acteurs sociaux. Cette formation sera par la suite largement diffusée dans les syndicats, groupes communautaires et autres sympathisants d'ATTAC (voir annexe 1)
2. Organisation d'une journée d'étude sur le sujet, intitulée *Les services publics en péril* (voir section 4).
3. Travail d'information et de sensibilisation auprès des médias : des communiqués ont été envoyés aux médias à chaque étape marquante de cette campagne. S'il est très difficile d'attirer leur attention sur un sujet comme l'AGCS avec le peu de moyens dont nous disposons, cette campagne a néanmoins obtenu une couverture dans *Le Devoir* qui y consacrait une pleine page en juin 2004, sur les ondes de la Première chaîne de la SRC avec des mentions dans les bulletins de nouvelles, un reportage à *Sans Frontières* et une entrevue avec Frédéric Viale et Dorval Brunelle à l'émission *Indicatif Présent*, ainsi que des articles dans *La Presse* et *The Gazette*, entre autres (voir la liste dans l'annexe 1).

- **Solliciter les municipalités du Québec afin qu'elles adoptent des résolutions contre l'AGCS.**

Cette démarche a été amorcée par Attac-Montréal qui a jugé prioritaire de faire en sorte que la Ville de Montréal prenne enfin position sur l'AGCS comme l'avaient fait avant elles toutes les grandes villes canadiennes et la Fédération canadienne des municipalités. Cela a été obtenu par la voie d'une **résolution adoptée à l'unanimité en juin par l'arrondissement du Plateau Mont-Royal**, avec l'appui de la mairesse Helen Fotopulos, puis par celle adoptée en octobre par la **Ville de Montréal**, toujours en présence de plusieurs militants. La présentation d'un mémoire lors des consultations publiques concernant la *Charte montréalaise des droits et responsabilités* en avril et la participation d'ATTAC au *Sommet des citoyens sur l'avenir de Montréal* en septembre ont été des étapes importantes dans ce travail.

La **Ville de Québec** a suivi en décembre. Puis, à l'occasion de la *Semaine mondiale d'action sur le commerce* (10 au 16 avril), ATTAC-Québec poursuivait en interpellant plus de 50 maires à travers le Québec afin qu'ils prennent position. À ce jour, **St-Jean-sur-Richelieu, Trois-Rivières, Joliette, St-Eustache, Saguenay, Rimouski** l'ont rapidement fait. Auparavant, en janvier, grâce au travail du réseau de vigilance, le conseil d'administration de la **Conférence régionale des élus de la Côte-Nord** a unanimement adopté une résolution demandant au gouvernement canadien d'exempter les pouvoirs locaux de l'AGCS. Ce résultat est impressionnant compte tenu du fait qu'ATTAC ne dispose pas encore de groupes locaux actifs dans ces villes même si on y compte des sympathisantEs.

ATTAC-Québec a également fait parvenir une lettre au ministre du Commerce international, monsieur James S. Peterson, en réponse à celle que celui-ci a envoyée à la Ville de Montréal suite à la résolution adoptée en octobre dernier. Nous avons également communiqué notre point de vue au ministre québécois responsable des Affaires intergouvernementales, monsieur Benoît Pelletier, suite à son allocution au sujet de la place du Québec dans les négociations commerciales internationales. Restées sans réponse jusqu'à ce jour, ces lettres sont disponibles sur notre site web.

En mai, de nouveaux développements<sup>1</sup> ont fourni l'occasion de travailler conjointement avec la spécialiste canadienne Ellen Gould et le **Conseil des Canadiens** au projet d'une lettre cosignée adressée aux représentants de l'opposition officielle à Ottawa (Bloc et NPD). Cela a aussi permis de revenir à la charge (en août) auprès des élus municipaux et de quelques élus provinciaux pour les informer de ces nouveaux faits qui justifient encore davantage la nécessité de prendre position et tenter de contrer le discours véhiculé dans le guide produit par Commerce international Canada.

ATTAC-Québec a également tenu au courant les éluEs de l'existence d'une forte mobilisation européenne conduisant à l'organisation de la Convention européenne des collectivités publiques contre l'AGCS qui aura lieu les 22 et 23 octobre, à Liège en Belgique). L'association travaille avec Frédéric Viale d'ATTAC-France à faire en sorte que des éluEs québécois s'y rendent. ATTAC-Québec souhaite aussi consolider ses liens avec la Coalition Eau Secours, dont elle est membre, et D'abord solidaires.

- **Sensibiliser les citoyenNEs et rechercher l'appui des syndicats**

Hisser l'AGCS plus haut au rang des préoccupations et des priorités des syndicats et du mouvement social en général est l'autre objectif que nous avons poursuivi dans le cadre de cette campagne. Il nous apparaissait important de consolider les connaissances à ce sujet et les liens à faire avec la ZLÉA et l'ALÉNA qui sont davantage connus, ainsi qu'avec les projets locaux de privatisations et de PPP. Nous nous sommes efforcés d'aborder la question dans une perspective de solidarité Nord-Sud et d'opposition aux principes et méfaits du libre-échange. Si l'on en juge par les appuis recueillis et par les nombreuses invitations à donner conférences et formations, nos efforts ont porté fruits. Par voie de résolutions, la **FNEEQ**, le **Conseil central du Montréal-Métropolitain CSN** et le **Conseil régional Montréal Métropolitain de la FTQ** ont donné leur appui à cette campagne auprès des municipalités. Lors de leur congrès de mai 2005, les membres de la **Centrale des syndicats nationaux (CSN)** ont adopté à l'unanimité une résolution demandant à tous les conseils régionaux d'appuyer activement cette campagne pour que les municipalités du Québec prennent position contre l'AGCS. Suite à une résolution adoptée par son conseil général, le Comité exécutif de la **Centrale des syndicats du Québec (CSQ)** a également

---

<sup>1</sup> Un nouveau cas de jurisprudence a mobilisé en mai les représentants de 30 états américains (dont trois demandant que leur état soit exempté). De plus, le gouvernement canadien a publié un guide destiné à aider les élus municipaux à gouverner en respectant les obligations commerciales du Canada.

donné un appui effectif à cette campagne et demandé à tous ses affiliés d'interpeller les élus municipaux au sujet de l'AGCS.

Claude Vaillancourt a été invité à donner plusieurs conférences notamment au **Congrès de la FNEEQ/CSN**, au **Colloque Gérard-Picard de la CSN**, au **Congrès 2004** ainsi qu'au **Forum 40<sup>e</sup> anniversaire du SPGQ** (voir l'annexe pour toute la liste). Cela sans mentionner d'autres interventions faites par Robert Jasmin dans le cadre des nombreuses conférences qu'il donne à travers la province.

Autre résultat découlant de ce travail, ATTAC-Québec est devenu officiellement membre du **Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)** en avril, ce qui permet également de tisser de précieux liens.

## 2. LE CONSEIL SCIENTIFIQUE

S'inspirant de celui d'Attac-France, l'Assemblée générale d'ATTAC-Québec tenue le 11 octobre 2003 a adopté la résolution créant notre Conseil scientifique. Son mandat et ses attributs sont les suivants :

- proposer au Conseil d'administration les axes de recherche de l'Association connexes à la déclaration de principe (qui s'oppose à la spéculation sur les taux de change, aux paradis fiscaux, et en général au néolibéralisme);
- organiser ses travaux en toute indépendance;
- organiser des conférences, des stages de formation et des journées d'éducation populaire, sous la seule houlette d'ATTAC-Québec ou en collaboration avec d'autres organismes;
- participer à des colloques et(ou) conférences organisés par d'autres associations altermondialistes, de planifier des ateliers d'Attac-Québec pour le Forum social mondial et des Forums sociaux régionaux;
- rédiger et diffuser des textes connexes aux champs de préoccupations d'ATTAC-Québec dans un langage accessible à touTEs;
- faire appel, sous sa responsabilité, à toutes compétences extérieures qu'il juge utile;
- garantir la rigueur scientifique des études produites et diffusées par Attac-Québec; et
- affecter certainEs de ses membres comme portes-parole de l'Association à l'occasion de conférences et entrevues sur des sujets connexes à la déclaration de principes.

Le Conseil scientifique établit ses propres règles de fonctionnement. L'adhésion au Conseil scientifique d'ATTAC-Québec n'engage pas l'adhérentE à participer à toutes les démarches et recherches du Conseil. La participation est ponctuelle et facultative, au gré des sujets et des intérêts.

Ses membres sont: Omar Aktouf, Bigitte Alepin, Pierre Beaulne, Dominique Boisvert, Marc Bonhomme, Jean-Louis Bourque, Gaétan Breton, Dorval Brunelle, Alain Deneault, Gilles Dostaler, Raymond Favreau, Anthony Friend, Gabriel Gagnon, Jacques B. Gélinas, Corinne Gendron, Pierre Henrichon, Henri Lamoureux, Jocelyne Lamoureux, Lucie Latendresse, Normand Mousseau, Carole Poliquin, Richard Poulin, Michèle Rioux, et André Thibault. Raymond Favreau agit en tant que coordonnateur.

Donnant suite à une décision du Conseil scientifique de commencer à publier des opuscules et plaquettes sur les sujets connexes au programme d'ATTAC-Québec, un comité de ses membres — ainsi que de membres du Conseil d'administration — a rédigé le premier de ces textes, intitulé *Où est passé l'argent?*, qui devrait être publié bientôt. De plus, des membres du Conseil scientifique ont fait des présentations sur les taxes globales et sur le remboursement de la dette lors de la dernière journée d'études d'ATTAC-Québec.

Parallèlement aux activités du Conseil scientifique, un deuxième livre relié à ATTAC paraîtra aux Éditions Écosociété l'hiver prochain : *Services à vendre ; les enjeux du commerce des services*, rédigé par Claude Vaillancourt.



### 3. COMMUNICATIONS ET SITE WEB D'ATTAC-QUÉBEC

Depuis octobre 2004, l'association dispose d'un tout **nouveau site web** à l'adresse [www.quebec.attac.org](http://www.quebec.attac.org). À l'initiative de Richard Charbonneau, il a été conçu avec le logiciel libre SPIP. Le site est toujours hébergé gratuitement sur le serveur d'ATTAC-France. Plus qu'un simple site, il s'agit là d'un nouvel outil qui fait faire à l'association un grand pas en avant en ce qu'il permet aux membres désignés de publier eux-mêmes facilement des articles sur le site (les leurs ou ceux soumis par d'autres membres). ATTAC-Québec peut ainsi accroître sa visibilité et diffuser de manière beaucoup plus flexible et plus rapide l'information concernant ses activités (agenda, présentation d'ATTAC, nouveaux documents, dernières nouvelles, articles dans les médias, formulaires d'adhésion, etc.). De même, les listes de diffusion de l'association sont désormais gérées automatiquement via le site. Toute personne intéressée peut se rendre à la page d'accueil et s'inscrire aux **lettres d'information (newsletters)** d'ATTAC-Québec ou d'ATTAC-Montréal et ainsi recevoir les différents courriers électroniques envoyés ainsi que la lettre d'information mensuelle qui renseigne sur les nouveaux articles à découvrir sur le site.

C'est donc là un outil très précieux pour un organisme qui dispose de peu de ressources humaines et techniques. C'est d'ailleurs ce pourquoi sa pleine appropriation par l'ensemble des membres actifs reste à être améliorée. Pendant un an, ce sont Richard Charbonneau et Catherine Caron qui en ont assuré le fonctionnement. Le site a été utilisé pour la campagne contre l'AGCS et celle contre l'injustice fiscale en proposant information et outils de campagne (lettres à envoyer aux élus, tracts, etc.). Grâce à Justine Lesage, l'association dispose aussi d'une excellente liste de presse pour tous ses envois de communiqués.

Pour accueillir davantage d'articles soumis par les membres, l'élaboration d'une politique éditoriale et la désignation d'un comité seront nécessaires. De même, l'association désire refléter davantage les activités et contributions d'ATTAC-Capitale nationale et explorer tout le potentiel de fonctions qui n'ont pu jusqu'ici être utilisées (forums, messagerie interne). Ce pas reste à franchir.

## 4. LES JOURNÉES D'ÉTUDE

Suite à une demande de nos membres lors du dernier congrès d'ATTAC-Québec, le Conseil d'administration a décidé d'organiser une journée d'étude par année. Ces journées ont comme objectif de former les membres d'ATTAC sur des sujets reliés aux dossiers abordés par notre organisation et d'ouvrir ces formations à nos sympathisantEs et à ceux qui s'intéressent aux sujets choisis. Elles permettent aux participantEs de profiter de conférences, d'ateliers de haut niveau et de mettre à jour leurs connaissances. Elles sont aussi une occasion de nous rencontrer, de débattre, de créer des liens avec différentes organisations, par certains conférencierEs que nous sollicitons et en ouvrant nos journées à un large public.

Les deux dernières journées d'étude ont été un succès. Elles se sont démarquées par une organisation efficace, des invités prestigieux, des ateliers qui ont soulevé beaucoup d'intérêt, une présence attentive et importante du public. Les deux journées d'étude ont repris la même formule : conférence inaugurale, suivie de trois ateliers, suivis d'une grande conférence. Les journées se sont terminées par une rencontre informelle au Pub Quartier Latin.

- La journée d'étude du 24 avril 2004 était intitulée *Services publics en péril*. Cette réflexion sur les services publics était en lien avec notre campagne contre l'AGCS. Robert Jasmin a donné la conférence inaugurale, sur la nécessité de protéger le bien public. Les formateurs ayant donné des ateliers lors de cette journée étaient : Marcela Escribano, ex-responsable de la mobilisation à Alternatives, et Marcelo Solervicens, journaliste et secrétaire général de l'AMARC (sujet : ZLEA et AGCS : l'impact sur la population d'Amérique du Sud) ; Lucie Mercier et Lise Martel de la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (sujet : l'Accord sur les marchés publics et les politiques du gouvernement Charest); Catherine Caron et Claude Vaillancourt (sujet : l'AGCS). ATTAC-Québec y a invité les conférenciers Dorval Brunelle, directeur de l'Observatoire des Amériques de l'UQAM, et Frédéric Viale de la Commission OMC/AGCS d'ATTAC-France. Un rapport spécifique à ce sujet est disponible sur demande. Cette journée a rassemblé environ 70 citoyenNES de tous les horizons.
- La journée d'études du 16 avril 2005 était intitulée *Où est passé l'argent?* Nos invités ont réfléchi au sujet suivant : comment se fait-il qu'en ces temps de prospérité économique, nos gouvernements se plaignent de ne plus avoir les moyens et cherchent à démanteler l'État? La journée a commencé par une conférence de Gaétan Breton, professeur en sciences comptables à l'UQAM, sur l'impôt au Canada et au Québec. Les formateurs en ateliers étaient Pierre Henrichon et François Gosselin (sujet : les taxes globales); Gaétan Breton et Raymond Favreau (sujet : la dette); Normand Mousseau et Martin Petit (sujet : les paradis fiscaux). Tous sont membres de Conseil scientifique, à l'exception de Martin Petit, chercheur à l'IRIS. La journée s'est poursuivie avec une grande conférence, donnée par Jacques Nikonoff, président d'ATTAC-France et Vivian Labrie du Collectif québécois contre la pauvreté. Nous avons finalement rendu hommage à Gaétan Breton, suite à la

publication de son livre *Faire payer les pauvres*. Cette journée a rassemblé environ 80 citoyenNEs.

## 5. LE COMITÉ DE FORMATION

La dizaine de formateurs et formatrices qui composent le comité formation d'ATTAC-Montréal ont offert un nombre record de formations au cours des deux dernières années sur des sujets aussi variés que les paradis fiscaux, les pavillons de complaisance, l'AGCS et l'éducation, le libre-échange et l'environnement.

- **Des marchés financiers à l'AGCS**

Nous avons élargi l'éventail de problématiques: aux formations que nous offrons déjà sur la mondialisation, le libre-échange et les marchés financiers se sont ajoutées deux formations, l'une sur l'AGCS/OMC en lien avec notre campagne contre l'AGCS et la seconde sur la diversité culturelle.

- **Publicité**

Des efforts ont été faits pour diffuser nos activités de formations: un dépliant expliquant les différentes formations offertes a été envoyé à tous nos membres et est distribué lors de nos différentes activités. Nos formations sont maintenant également annoncées sur notre site Web.

- **Public rejoint**

Nous avons offert plusieurs formations «grand public» (ouvertes à tous) à l'UQAM mais nous avons surtout été sollicités pour offrir des ateliers à des groupes dans le cadre de leurs activités de formation, colloques, etc. Le public que nous rejoignons est remarquablement varié: de jeunes décrocheurs à des associations de pompiers, en passant par des membres de l'UFP, des représentants syndicaux, des groupes populaires et des étudiants en droit de l'UQAM.

- **Bilan**

En somme, le bilan de nos activités de formation est extrêmement positif: nous recevons des demandes de formations régulièrement et nos formations sont très bien reçues. La dimension «éducation populaire» de nos activités est un axe prioritaire qui doit continuer d'être développé.

\* À consulter dans l'annexe 2 : la liste partielle des formations offertes depuis le dernier congrès.

## 6. LES ACTIVITES DU PRESIDENT

Notre président a remarquablement représenté ATTAC-Québec pendant les deux dernières années. Il a donné un nombre impressionnant de conférences partout au Québec, faisant preuve d'une exceptionnelle disponibilité. Au cours de ses différentes conférences, il s'est fait apprécier par ses talents d'orateur, par sa capacité de stimuler la fibre militante, de sensibiliser le public aux méfaits de la mondialisation néolibérale et enfin, par ses qualités de pédagogue, qui lui permettent d'expliquer en termes simples la réalité complexe du monde d'aujourd'hui. Dans ses tournées de conférence, il a su développer de précieux contacts pour ATTAC, en établissant des liens auprès de différentes associations et de personnalités militantes.

Robert Jasmin a, entre autres, représenté ATTAC-Québec auprès des instances internationales du mouvement ATTAC et des groupes ou coalitions auxquels nous sommes étroitement associés en plus d'y animer des ateliers de façon régulière (Alternatives, CAP-Monde, Université populaire d'été, Forum social régional Québec-Chaudière-Appalaches).

Il a assuré une présence et une participation régulière à l'émission radiophonique *Le grain de sable* préparée par le groupe ATTAC-Capitale nationale, les lundis à CKRL ; il a aussi pris la parole dans certains médias électroniques de masse ou alternatifs, tant à Montréal qu'en région. Ses témoignages ont été aussi souvent requis dans de nombreux documentaires, notamment sur les paradis fiscaux et les FSM.

Mais c'est encore à titre de conférencier que le président de ATTAC-Québec a été le plus souvent sollicité et ce, auprès de publics des plus divers : tant dans les groupes populaires que dans les syndicats, les associations étudiantes, les groupes de retraités ou de religieux. On a aussi fait appel à lui dans le cadre des cours donnés tant à l'université que dans les cégeps et même les écoles secondaires.

Dans le cadre de la lutte contre l'AGCS, le président a rencontré des élus municipaux et des députés fédéraux pour les sensibiliser aux dangers que représente ce genre d'accord pour la population.

Sur le plan international, il a participé à la quatrième rencontre de l'Alliance sociale continentale à la Havane en 2004 ainsi qu'au cinquième Forum social mondial de Porto Alegre en 2005. Lors d'un séjour en Canada, il a eu l'occasion de rencontrer des représentants de ATTAC en région et d'assister à des réunions de travail.

Mentionnons enfin ses interventions à titre de responsable de formations ou de préparations de stages en pays pauvres au sein de certains organismes comme le YMCA, le Plan Nagua, Mer et Monde, les Œuvres du Cardinal-Léger et JeuCanadaCanada Monde. Il a aussi animé des ateliers sur la pauvreté dans le monde et les moyens de la vaincre, tant au QCanada qu'au Canada.

*Robert Jasmin a été honoré par... [À compléter...]*

Le président d'ATTAC-Québec, aidé dans ses tâches par deux étudiantes stagiaires successives, Julie Sirois (2003-2004) et Marie-Claude Fortin (2005), a assumé ses fonctions à temps plein tant à titre de membre du conseil d'administration ainsi qu'à titre de représentant du mouvement.



## 7. LES BRIGADES D'INFORMATION CITOYENNE (BIC)

Approuvé par les membres réunis lors du dernier congrès, le projet des BIC a été par la suite, présenté par ATTAC-Québec à la table de la coalition CAP-Monde où il a été pris en charge par quelques représentantEs. Rappelons brièvement que ce projet correspondait parfaitement avec la mission de notre mouvement en matière d'éducation populaire. Il est né d'un double constat :

- les droits humains ont été victimes d'une attaque frontale par les tenants du néolibéralisme ;
- une partie importante de la population est victime d'analphabétisme politique, suite à une entreprise de dépolitisation systématique.

Il fallait donc se doter d'un instrument pédagogique propre à assurer la transmission de connaissances de base relatives au néolibéralisme et à ses effets. Plusieurs personnes acceptèrent de relever le défi, chacune dans sa sphère de compétence. L'idée d'une trousse citoyenne est ainsi devenue réalité. Elle prit la forme d'une boîte dans laquelle on trouve quatorze fascicules touchant les différents effets du néolibéralisme (sur les droits humains, la santé, l'éducation, le commerce international, etc.), ainsi qu'une cassette vidéo réalisée par le Syndicat de la Fonction publique du Québec sur les politiques néolibérales du gouvernement Charest.

L'opération a pu être lancée dès le mois de juin 2004, dans le parc écologique du BIC dans le Bas-Saint-Laurent. Cent personnes de tous âges, de toutes les régions du Québec, et issues de plusieurs domaines d'activités professionnelles s'y étaient donné rendez-vous pendant trois jours pour former la première brigade d'information citoyenne. Avec l'aide importante de la CSQ, l'équipe de ATTAC-Capitale nationale s'est admirablement acquittée de sa mission d'assurer le succès de ce lancement.

Suite à ce lancement, plusieurs «brigades» se sont formées. C'est-à-dire que des militants et des citoyens de différents milieux se sont rassemblés et ont discuté librement des différents sujets abordés dans la trousse.

Compte tenu de la liberté d'action qui colore toute l'opération, il est difficile d'en prendre toute la mesure. Mais si l'on tient compte du nombre de demandes de trousse reçues par le groupe de ATTAC-Capitale nationale, et de la popularité du site maintenant disponible pour le téléchargement des textes des fascicules ([www.lesbic.org](http://www.lesbic.org)), nous pouvons nous réjouir du succès de l'entreprise.

Depuis, l'idée s'est répandue dans plusieurs milieux, même à l'extérieur du Québec. Le réseau ATTAC-Amérique latine dont, incidemment, ATTAC-Québec fait partie, a pris en charge la trousse citoyenne pour en faire la traduction en espagnol et en adapter le contenu en fonction du contexte du Sud. De plus, lors de la rencontre du réseau ATTAC International, à Porto Alegre en janvier 2005, plusieurs déléguésEs se sont appropriés la trousse pour la ramener dans leur pays respectif.



## 8. LES ATELIERS D'ATTAC-QUÉBEC AU FORUM SOCIAL MONDIAL

Le FSM de janvier 2004, à Mumbai, Inde, fut le premier Forum social mondial où ATTAC-Québec organisait et présentait un atelier. On le faisait en collaboration avec des membres du World Tax Justice Network, traitant de *La diminution des impôts et le mythe de la création d'emplois*. Notre atelier coïncidant dans le temps avec la réunion des ATTAC des divers pays, le nombre de participants ne fut pas impressionnant. Par contre notre workshop sur l'éco-économie et les obstacles juridiques découlant de l'ALÉNA et de l'OMC, animé par deux membres du Conseil scientifique d'ATTAC-Québec, au FSM de janvier 2005, à Porto Alegre, fit salle plus que comble deux sessions de suite, présenté en trois langues, et fit l'objet d'un reportage radiodiffusé à travers les Amériques sur les ondes de l'AMARC

En prévision du FSM des Amériques, qui doit avoir lieu en janvier 2006 à Caracas, Venezuela, nous avons déjà lancé le projet d'un atelier qui portera sur le blanchiment de l'argent à des fins d'évasion fiscale, via les produits dérivés et les fonds à risque.

## ANNEXE 1

### INFORMATIONS RELATIVES À LA CAMPAGNE CONTRE L'AGCS

#### FORMATIONS ET CONFÉRENCES OMC/AGCS

Janvier 2004 (Claude Vaillancourt et Catherine Caron)

- Formation aux membres d'Attac-Montréal

28 mai 2004 (Claude Vaillancourt et Karine Peschard)

- FNEEQ ; AGCS & Éducation ; 150 pers.

12 juin 2004 (Claude Vaillancourt et Catherine Caron)

- Formation grand public ; 10 pers.

18 septembre 2004 (Claude Vaillancourt et Catherine Caron)

- Formation grand public ; Sommet des citoyens sur l'avenir de Montréal ; 25 pers.

4 novembre 2004 (Claude Vaillancourt)

- Conférence au Colloque Gérard-Picard de la CSN ; 50 pers.

26 novembre 2004 (Claude Vaillancourt)

- Formation au Congrès du SPGQ, Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec ; 75 pers.

11 février 2005 (Claude Vaillancourt)

- Formation au Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MEPACQ) de Longueuil ; 20 pers.

24 février 2005 (Claude Vaillancourt)

- Conférence au Syndicat des professionnelles et des professionnels du milieu de l'éducation de Montréal (SPPMEM) ; 30 pers.

25 février 2005 (Claude Vaillancourt)

- Formation auprès des responsables de l'international des Conseils centraux de la CSN ; 15 pers.

1<sup>er</sup> mars 2005 (Claude Vaillancourt)

- Formation à la TROVEP-Montérégie, St-Hubert ; 20 pers.

19 mars 2005 (Claude Vaillancourt)

- Formation/conférence Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec, Forum 40<sup>e</sup> anniversaire à Québec ; 400 pers.

24 mars 2005 (Claude Vaillancourt, Catherine Caron)

- Formation sur la Convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle (lien direct avec l'AGCS) au Regroupement québécois de la danse ; 15 pers.

1<sup>er</sup> avril 2005 (Claude Vaillancourt)

- Conférence au Syndicat des chargés de cours (SCCUL), Québec ; 75 pers.

2 avril 2005 (Claude Vaillancourt, Catherine Caron)

- Formation aux membres d'ATTAC Capitale-Nationale ; 20 pers.

31 mai 2005 (Claude Vaillancourt)

- Formation au ROM de Trois-Rivières ; 15 pers.

## RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC

25 octobre 2004 : Montréal

20 décembre 2004 : Québec

6 janvier : Conférence régionale des élus de la Côte Nord (travail fait par le réseau de vigilance)

18 avril 2005 : St-Jean-sur-Richelieu

18 mai 2005 : Rimouski

2 mai 2005 : Trois-Rivières

2 mai 2005 : Joliette

2 mai 2005 : Granby

9 mai 2005 : St-Eustache

mai 2005 : Saguenay

*Pour les résolutions antérieures à cette campagne, voir notre site web.*

## COUVERTURE MÉDIATIQUE (ordre chronologique décroissant)

Sans Frontières, SRC, 15 avril 2005 (reportage sur notre campagne, entrevue C. Vaillancourt)

Émission de J. Basile, Radio Centre-Ville, entrevue C. Caron, 13 avril 2005

*Privatisation des services publics : La Grande concertation*, Claude Vaillancourt, À Babord, janvier-février 2005

*La Ville de Montréal se prononce contre l'AGCS*, Catherine Caron, journal d'Alternatives, novembre 2004

*La métropole cherche à se protéger de certains accords internationaux*, La Presse, 25 octobre 2004

Encadré dans *À Babord*, Claude Vaillancourt, octobre-novembre 2004

Entrevues à CIBL (émission du midi) avec Claude Vaillancourt, 25 octobre 2004 et juin 2004

*Tremblay takes stand against trade agreement*, The Gazette, 20 septembre 2004

Nouvelles de Radio-Canada (radio), juin 2004 (concernant le Plateau Mt-Royal) et septembre 2004 (concernant l'engagement pris par le maire au Sommet des citoyens)

Radio Ville-Marie, entrevue C. Vaillancourt, 18 octobre 2004

*Le Devoir*, Éric Desrosiers, 30 juin 2004

*Un accord méconnu sur le commerce des services*, C. Vaillancourt, *À Babord* (printemps 2004)

*Accord général sur le commerce des services – l'éducation menacée*, Claude Vaillancourt, Carnets, FNEEQ (printemps 2004)

Une de Place publique, fin octobre 2004 et 10 avril 2004 et articles le 19 juin 2004

*Indicatif Présent*, Première chaîne, SRC, entrevue avec Frédéric Viale et Dorval Brunelle, 22 ou 23 avril 2004

Radio Centre-Ville, entrevue C. Vaillancourt

Couverture à l'émission radio *Le grain de sable* à Québec (Attac Capitale-nationale)

Communiqués souvent repris sur différents sites Internet du mouvement social, syndical et culturel.

## AUTRES ACTIVITÉS LIÉES À LA CAMPAGNE AGCS/OMC

Signature de l'appel international *Stop the GATS Attack*

Participation à l'atelier *Services publics*, Colloque du RQIC sur les 10 ans de l'ALÉNA.

Participation au Colloque sur la diversité culturelle organisé par le PQ et le Bloc québécois (intervention concernant le lien à faire avec l'AGCS devant Bernard Landry).

Participation à l'atelier *Services publics* du Forum populaire du Réseau de vigilance qui, dans ses fiches sur le néolibéralisme, avance l'idée de faire du Québec une zone hors-AGCS.

Participation à une table-ronde à St-Jean-sur-Richelieu le 19 octobre.

Prise de contact avec personnes intéressées à Sherbrooke

Rencontre avec un conseiller municipal de St-Jean-sur-Richelieu et des citoyens mobilisés

Participation aux manifestations contre le gouvernement Charest.

Information transmise au Réseau des élus des collectivités hors-AGCS et à GATSwatch

Signature de l'appel international *Arrêtez les jeux de pouvoir de l'AGCS contre les citoyens du monde!* (qui a été transmis au gouvernement canadien et aux dirigeants de l'OMC)

Coordinatrice de la campagne AGCS/OMC : Catherine Caron

Comité AGCS/OMC : Catherine Caron, Claude Vaillancourt, Karine Peschard, Ghislaine Raymond, Ronald Cameron, Jocelyne Gour, Robert Jasmin

Formateurs : Claude Vaillancourt, Catherine Caron et Karine Peschard

Représentantes d'ATTAC au RQIC : Catherine Caron, Ghislaine Raymond

## ANNEXE 2

### Comité formation d'ATTAC

#### Liste partielle des formations offertes depuis le dernier congrès (2003-2005)

#### Automne 2003

16 octobre 2003 (Pierre Avignon et François Gosselin)

- Action nature Boucherville ; Libre-échange et environnement

18 octobre 2003 (Claude Vaillancourt et François Gosselin)

- Formation «grand public» ; UQAM ; Historique et marchés financiers ; 20 personnes

18 octobre 2003 (Pierre Avignon)

- UFP Sainte-Marie Saint-Jacques ; ZLÉA

4 novembre 2003 (Pierre Avignon)

- Association des pompiers de Montréal, le 4 novembre sur la ZLÉA

8 novembre 2003 (Raymond Favreau)

- Association des étudiants en médecine de l'Université de Montréal ; Université de Montréal ; Mondialisation et commerce international

11 novembre 2003 (Normand Mousseau)

- Association des étudiants en sciences politiques de l'Université de Montréal ; Université de Montréal ; ZLÉA ; 25-30 pers.

14 novembre 2003 (François Gosselin)

- Décrocheurs ; St-Henri ; Mondialisation

#### 2004

27 janvier 2004 (Normand Mousseau)

- Syndicat des enseignantEs, section Mascouche ; 45 pers.

29 mars 2004 (Louise Constantin)

- Groupe Ressource du Plateau ; ATTAC ; 20 pers.

15 avril 2004 (Normand Mousseau et Karine Peschard)

- UQAM, Cours sur les droits économiques et sociaux  
ZLÉA & AGCS ; 40 pers.

3 octobre 2004 (Normand Mousseau)

- Mer et Monde ; déjeuner-causerie sur les paradis fiscaux ; 12-15 pers.

10 novembre 2004 (Normand Mousseau)

- Brébeuf ; pavillons de complaisance

13 novembre 2004 (Normand Mousseau)

- Débat télévisé sur les pavillons de complaisance ; ONF

20 novembre (François Gosselin, Raymond Favreau et Jackie Navarro)

- UQAM ; marchés financiers et taxes globales

28 novembre (Claude Vaillancourt)

- Intro à la mondialisation, Drummondville

## 2005

23 février 2005 (Normand Mousseau)

- Paradis fiscaux ; ACEF du Haut-St-Laurent (Valleyfield) ; 25 pers.

23 mars 2005 (François Gosselin et Normand Mousseau)

- Atelier sur les paradis fiscaux ; Solidarité Populaire Estrie ; 10-12 pers.